Application de l'article 51 du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil communal.
Interpellation de C. CHERFAN, Conseiller communal, relative aux semaines de 4 jours de cours dans deux écoles néerlandophones

N. AKEL donne lecture du texte suivant :

N. AKEL geeft lezing van de volgende tekst:

Je souhaite interpellier aujourd'hui le Collège sur une décision récente qui a suscité une vive émotion chez plusieurs parents et habitants : le passage à la semaine scolaire de quatre jours dans certaines écoles communales néerlandophones.

Tout d'abord, je tiens à dire clairement que nous comprenons l'urgence de la situation. Nous savons qu'il y a une grave pénurie d'enseignants, particulièrement dans l'enseignement néerlandophone à Bruxelles. Nous savons aussi que les directions d'école sont confrontées à des réalités très difficiles, et que des solutions doivent être trouvées.

Mais ce que les parents ne comprennent pas, ce que nous ne comprenons pas non plus en tant que groupe « PTB », c'est la manière dont cette décision a été prise.

Quelques jours avant le 28 mai, les parents de l'école néerlandophone maternelle et primaire « Dertien » situé rue Wayez ont entendu " des bruits de couloir" concernant une nouvelle organisation des horaires scolaires rentrerait en vigueur à la rentrée scolaire de septembre 2025.

On leur a répondu que c'était des ragots et qu'il ne fallait pas qu'ils s'inquiètent ! Le 28 mai 2025, les parents apprennent par courrier, et ce quasiment en même temps que la presse, que l'école de leurs enfants ainsi que l'école « Asters » allaient passer à la semaine de 4 jours.

Ce genre de décision, qui touche à la vie quotidienne des familles, ne peut pas se faire sans les parents, sans concertation, sans transparence. Ce manque total de participation est choquant.

Les parents s'interrogent: "Pourquoi avoir menti quand on pose la question?". "Pourquoi nous cacher des informations?".

Une maman m'a dit "on ne nous laisse pas le choix".

Une autre cherche activement une autre école pour son enfant même si elle doit être francophone.

Ce manque de considération vis-à-vis des parents d'élèves est navrant!

Pourquoi n'avez-vous pas concerté les parents au lieu de les mettre devant le fait accompli ? Comment est-ce que vous auriez réagi si c'était l'école de vos enfants et qu'on vous mettait au pied du mur? Qu'on ne vous demande même pas votre avis?

Les parents sont bien conscients qu'il y a une pénurie dans l'enseignement et que les écoles néerlandophones n'échappent pas à la règle. Mais la manière dont vous avez fait passer cela ne passe pas.

Le mercredi 19 juin, une réunion d'information a eu lieu avec les parents. Et là encore, de nouvelles inquiétudes ont émergé. Il a été expliqué que des garderies seraient mises en place le mercredi matin, mais pas pour tous les enfants. La priorité serait donnée aux familles dont les deux parents travaillent. Cela signifie concrètement que des enfants de familles dont les parents ne travaillent pas tous les 2, risquent d'être exclus. C'est inacceptable.

Et puis, un autre élément extrêmement préoccupant. Dans le courrier adressé aux parents, il est mentionné que certaines activités du mercredi pourraient être payantes. Là, c'est une atteinte directe au principe de gratuité de l'enseignement. Une école publique ne peut pas devenir un service à deux vitesses.

Enfin Mme l'Echevine COMER, dans les médias, vous parlez d'activités épanouissantes et culturelles le mercredi : du théâtre, des ateliers, des projets pédagogiques. Mais à l'heure actuelle, il n'y a aucun planning, aucune garantie. Dans deux autres écoles d'Anderlecht où ce système est déjà en place depuis 1 an, il s'avère que le mercredi matin se limite à de la garderie sans contenu éducatif.

Voici mes questions:

- Une évaluation a-t-elle déjà eu lieu dans les écoles qui ont adopté ce système ? Si oui, cela a-t-il porté ses fruits, pensez-vous que vos objectifs ont été atteints ?
- Au vu du nombre d'écoles néerlandophones passant à quatre jours par semaine, est-ce un système voué à se généraliser dans toutes les écoles néerlandophones ?
- Comment comptez-vous financer les activités du mercredi ? Recevrez-vous une aide de la Communauté Flamande ?

C. CHERFAN donne lecture du texte suivant :

C. CHERFAN geeft lezing van de volgende tekst:

Je prends la parole aujourd'hui avec une profonde inquiétude face à la décision prise dans deux écoles communales néerlandophones d'Anderlecht, à savoir « Dertien » et « GBS Asters », de passer à une semaine scolaire de quatre jours à partir de la rentrée prochaine. Concrètement, cela signifie l'absence de cours le mercredi.

Cette décision, justifiée par la pénurie d'enseignants, suscite de vives préoccupations. Car dans les faits, ce sont une fois de plus les enfants issus de quartiers populaires qui en subiront les conséquences les plus lourdes.

Dans ces quartiers, de nombreuses familles ne disposent ni des moyens financiers pour assurer une garde complémentaire, ni de la flexibilité nécessaire pour s'adapter à un jour d'école en moins. Les parents isolés, en particulier les mères seules, se retrouvent confrontés à une charge supplémentaire, sans solution claire ni soutien concret.

L'ensemble des parents et des citoyens informés ont réagi de la même manière face à cette annonce : avec incompréhension, colère et indignation.

Le collectif « Front de Mères », en écho à ce ressenti général, a qualifié cette décision de "scandaleuse".

Et avec raison : on ne peut combler une pénurie ou alléger une pression administrative au détriment du droit fondamental à une éducation équitable pour tous.

Nous ne pouvons accepter qu'à Anderlecht, certains enfants bénéficient de moins de jours de cours que d'autres, simplement en raison de leur adresse ou de la situation socio-économique de leur famille.

Dans ce contexte, je vous adresse les questions suivantes :

1. La Commune assume-t-elle pleinement les inégalités créées par cette mesure ?
2. Quelles dispositions concrètes sont prévues pour accompagner les familles concernées par l'absence d'école le mercredi ?
3. D'autres solutions ont-elles été envisagées avant de prendre cette décision lourde de conséquences ?

Cette situation nécessite plus qu'une réponse technique. Elle exige un choix clair en faveur de la justice sociale, de l'égalité des chances et de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Madame l'échevine COMER donne lecture de la réponse suivante :

Mevrouw de schepen COMER geeft lezing van het volgend antwoord:

De vierdagenweek bestaat er inderdaad uit dat alle lessen gegeven worden op maandag, dinsdag, donderdag en vrijdag, en dat op woensdag een opvang georganiseerd wordt. Er wordt in totaal evenveel uren lesgegeven als in een vijfdagenscholenweek. De lessen beginnen een beetje vroeger, eindigen later en de middagpauze is korter. Het aantal uren blijft gelijk.

Deze maatregel is een noodmaatregel om tegemoet te komen aan een zeer ernstig probleem: het lerarentekort in Brussel. We moeten, helaas, maatregelen nemen om te vermijden om klassen te sluiten, wat een dramatisch gevolg zou hebben voor de kinderen, die opeens moeten veranderen van school, voor de ouders, die op zoek moeten gaan naar nieuwe scholen. Deze maatregel maakt het aantrekkelijker om in onze scholen les te komen geven. En we nemen die om vooral geschoolde leerkrachten aan te trekken en om kwaliteit van ons onderwijs te garanderen.

Het is geen gemakkelijke beslissing, en er gaat een grondige analyse aan vooraf: zicht op openstaande vacatures, en inschatting of er een risico is op het moeten sluiten van klassen, gedragenheid bij de leerkrachten. Daarnaast moet er ook een akkoord zijn van de vakbonden en ook van het departement Onderwijs van de Vlaamse Overheid. Dat is dan ook de reden waarom we de beslissing helaas redelijk laat kunnen communiceren, we proberen zo lang mogelijk leerkrachten aan te trekken in het gewone weekdeling, wat ook de meeste ouders willen. We nemen de maatregel uit noodzaak.

Ik weet dat in school 13 er, helaas, misverstanden zijn geweest. De directie heeft geprobeerd om zo snel mogelijk te verwijzen naar de officiële communicatiekanalen, in plaats van de geruchten te laten vermenigvuldigen. In verband met de snelle communicatie in de pers: het zijn de ouders die de pers hebben gecontacteerd, de dag zelf van het verzenden van de uitnodiging, zodat er al een camera stond aan de schoolpoort de volgende dag. Heel snel hebben ook de andere perskanalen dit nieuws verder opgepikt.

De woensdag voorzien we dus zelf opvang, de ouders kunnen hier dus gebruik van maken. Deze opvang wordt verzorgd door de kindbegeleiders van de Gemeente, in samenwerking met partners die activiteiten voorstellen aan de kinderen. De opvang tijdens de vroegere schooluren is gratis. Ook de activiteiten van de partners zijn gratis, maar het kan, dat, indien er een zeer interessant aanbod komt van de partners, maar waarvoor we niet genoeg middelen hebben, we toch een kleine bijdrage vragen. Maar dit is momenteel niet voorzien, en ook niet gebeurd in de scholen waar we de vierdagenweek al hebben uitgevoerd het voorbije schooljaar. De Gemeente betaalt de kindbegeleiders, de activiteiten worden gefinancierd door de subsidie VGC (binnenschoolse opvang en brede school).

Het voorbije jaar hebben we deze maatregel genomen. De eerste doelstelling is bereikt: we hebben voldoende leerkrachten om de scholen open te houden. We zien ook dat de lessen op vier dagen goed werken voor de leerlingen. De namiddagen verlopen zelfs rustiger en laten toe om meer in de diepte te werken, omdat ze net iets langer duren. De woensdagopvang werkte ook goed, er waren wel degelijk activiteiten met organisaties als circus zonder handen, de bibliotheek, de verhalenboot van "Sigi's boot", "Recyclart", "Urban Center Brussel", enzovoort. Op deze woensdagen waren zeer weinig kindjes aanwezig. We hopen dat dit schooljaar meer kinderen gebruik zullen maken van de

opvang. Het is inderdaad zo, moesten alle kinderen komen dat dit niet kan, maar we voorzien wel nog een veelvoud van plaatsen dan het aantal kinderen die nu naar de opvang zijn geweest. De vierdagenweek zijn en blijven uitzonderingen en we gaan ook de scholen die nu in het systeem zijn blijven evalueren, of dat nodig is, en indien mogelijk keren we terug naar een vijfdagenweek.

N. AKEL: Merci pour vos réponses mais nous voulons des garanties et non de vagues promesses. J'aimerais obtenir la liste des activités données à Scheut et à Veeweyde car vous parlez de bibliothèque mais le reste demeure très vague, et ce, pour toute l'année scolaire 2024. Nous demandons que le mercredi soit consacré à des activités culturelles épanouissantes, culturelles et accessibles à tous les enfants et ce gratuitement. Nous ne voulons pas de vagues promesses, nous demandons une garantie concrète, chiffrée et planifiée. Avant la rentrée de septembre, nous exigeons un planning clair et précis, au moins jusqu'en janvier, avec le contenu des activités prévues dans chaque école concernée. Nous attendons un vrai engagement écrit sur base duquel les familles pourront avoir confiance et s'organiser. Actuellement, si je comprends bien, les parents doivent inscrire leurs enfants semaine par semaine et doivent cocher les activités disponibles, ce qui est trop contraignant. Il faudrait que cela soit planifié au moins jusque décembre, ensuite de décembre à juin pour que les parents puissent s'organiser.

En résumé, nous demandons des activités gratuites et accessibles à tous les enfants le mercredi matin, cela sans condition, de même qu'un programme structuré garantissant des activités épanouissantes le mercredi matin. Un planning précis doit être établi dès maintenant au minimum jusqu'à janvier 2026, et, avant décembre, un planning doit être présenté pour le reste de l'année scolaire. A l'avenir, il doit y avoir une concertation réelle avec les parents et les équipes éducatives pour ne pas les prendre au dépourvu. Il serait judicieux d'effectuer une évaluation et un pacte sur l'apprentissage, par exemple, via le taux de réussite des « OVS-tests ». Sont en jeu ici, les droits des enfants, l'égalité et la qualité de notre enseignement public.

C. CHERFAN : Madame l'Echevine, sachez que lorsqu'on fait pareille interpellation ce n'est pas pour vous contrarier ou être contre vous, c'est juste pour définir le meilleur pour les enfants d'Anderlecht. Dans votre réponse, plusieurs éléments restent problématiques et demandent des précisions. Tout d'abord, se réfugier derrière l'autonomie des directions d'école ne suffit pas. La Commune, en tant que pouvoir organisateur, a une responsabilité directe dans les choix pédagogiques et organisationnels. Si une mesure entraîne des inégalités flagrantes, elle ne peut pas être validée sans débat ni alternative sérieuse. Laisser faire, c'est cautionner.

Ensuite, vous évoquez des solutions d'accueil le mercredi, mais quelles sont-elles concrètement ? Aucune communication claire n'a été adressée aux familles. Est-ce encadré par du personnel qualifié ? Est-ce accessible à toutes les familles, y compris les plus précaires ? Pourquoi cette mesure intervient-elle uniquement dans ces quartiers ? Pourquoi cette discrimination pour juste deux écoles dans toute la Belgique.

Par ailleurs, la pénurie d'enseignants est un fait, mais elle ne peut pas justifier une mesure amplifiant les inégalités sociales. Une fois de plus, ce sont les enfants issus de milieux défavorisés qui subissent les conséquences les plus lourdes. On ne peut pas réparer une crise structurelle sur le dos des enfants les plus fragiles.